

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Perigny, le 19/06/2025

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Perigny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC DELVERT

ZI de la Viaube
86130 Jaunay-Marigny

Références : 0007212016/2025/301
Code AIOT : 0007212016

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2025 dans l'établissement CHIMIREC DELVERT implanté ZONE INDUSTRIELLE DE MON DEVIS 17240 Saint-Fort-sur-Gironde. L'inspection a été annoncée le 10/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC DELVERT
- ZONE INDUSTRIELLE DE MON DEVIS 17240 Saint-Fort-sur-Gironde
- Code AIOT : 0007212016
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement de Chimirec Delvert, Saint-Fort-sur-Gironde, est autorisé par arrêté préfectoral du 24/04/2017 modifié en dernier lieu le 29/05/24 pour les activités de tri, transit et regroupement de déchets dangereux : huiles usagées, eaux souillées et liquides de refroidissement en cuves aériennes sur rétention, ainsi que déchets dangereux solides ou en contenants dans un bâtiment d'entreposage dédié à cette activité. L'établissement est également autorisé pour le déchiquetage d'emballages vides souillés (activité de traitement de déchets dangereux) ; l'activité n'a pas été mise en service.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Entreposage des emballages vides	Arrêté Préfectoral du 29/05/2024, article 3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 24/04/2017, article 1.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Campagne d'analyse PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	/	Sans objet
3	Campagne d'analyse PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4-II et 4-III	/	Sans objet
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 24/04/2017, article 3.2.2 et 3.2.3 modifiés	/	Sans objet
5	Rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 24/04/2017, article 4.3.7 modifié	/	Sans objet
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 24/04/2017, article 10.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les différents points de contrôle à l'ordre du jour de la visite ne révèlent aucune non-conformité. Toutefois des emballages neufs sont stockés en dehors de l'emprise ICPE du site et un dossier de porter à connaissance doit être transmis à la préfecture et à l'inspection concernant les modifications des activités liées à l'extension géographique en cours de réalisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
Constats précédents => L'exploitant doit lever la non-conformité relevée dans le rapport de vérification des RIA concernant le débit et assurer la traçabilité de l'intervention corrective. Constats : L'exploitant présente à l'inspection les derniers rapports de SICLI datés de novembre 2024 et mai 2025 concernant les derniers essais sur le débit du surpresseur. Les résultats de ces nouveaux essais sont respectivement 130,07 l/min et 129,56 l/min. Le débit est donc conforme aux attentes à l'issue de ces essais. La non-conformité est ainsi levée. Si un débit supérieur était souhaité, il serait alors nécessaire de remplacer le surpresseur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Campagne d'analyse PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Points de mesure et substances à analyser
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. Cette campagne porte sur : 1) L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ; 2) L'analyse de chacune des substances suivantes (voir tableau n°1) 3) La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2) et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement. Sont particulièrement concernées les substances suivantes (voir tableau n°2)
Constats : Les analyses sur les PFAS ont été réalisées par le laboratoire Inovalys, accrédité COFRAC, sur l'unique point de rejet situé à l'aval du bassin. Les huit substances supplémentaires mentionnées à l'article 3 3° de l'arrêté ministériel du 20/06/2023, ont été ajoutées à la liste initiale des 20 substances. En effet, l'article indique pour ces 8 PFAS qu'il convient de les analyser si elles sont susceptibles d'être ou d'avoir été présentes dans les rejets aqueux. Par souci d'exhaustivité, le Groupe CHIMIREC dans son ensemble a décidé d'analyser ces 8 PFAS complémentaires accompagnés des paramètres recommandés suivants : Fluor, MES, DCO, COT.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Campagne d'analyse PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4-II et 4-III
Thème(s) : Risques chroniques, Délais campagne d'analyse et transmission des résultats
Prescription contrôlée : article 4-II : L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants (voir tableau) Si un même établissement est soumis à autorisation au titre de plusieurs rubriques, associées à des délais différents, le délai le plus long est retenu. Pour les établissements soumis à autorisation au

« Aucune VLE ne s'applique au point de rejet n°2. La surveillance des émissions est prescrite selon le tableau ci-dessous. Les conditions de prélèvement sont identiques à celles prescrites pour le point de rejet atmosphérique n°1.

<p>Constats :</p> <p>L'unité de déchiquetage n'ayant pas été mise en œuvre sur l'installation, seul le rejet n°2 fait l'objet d'un suivi de polluants rejetés dans l'atmosphère.</p> <p>La dernière analyse date du 12/11/2024. Les résultats sont de 1 mg/Nm³ pour les poussières et 10,9 mg/Nm³ pour les COVt.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2017, article 4.3.7 modifié

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduares dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°1

Débit de référence	Rejet n°1
Maximal journalier en m³/j	247 m³/j
Moyenne mensuelle du débit journalier en m³/j	20,7 m³/j

Émissaire(s)	Paramètre	Normes	VLE	Flux maximal journalier (kg/j)
Rejet n°1	Matières en suspension (MES)	NF EN 872	60 mg/l	14,8
	Carbone organique total (COT)	NF EN 1484	60 mg/l	14,8
	pH		Entre 5,5 et 8,5	/
	PFOA	ISO 25101	0,002 µg/l	/
	PFOS		0,002 µg/l	/
	Indice Hydrocarbures	EN ISO 9377-2	10 mg/l	2,47
	Arsenic (exprimé en As)	NF EN ISO 11885, NF EN	0,05 mg/l	0,01

Émissaire(s)	Paramètre	Normes	VLE	Flux maximal journalier (kg/j)
	Cadmium (exprimé en Cd)	ISO 17294-2 ou NF EN ISO 15586	0,05 mg/l	0,01
	Chrome (exprimé en Cr)		0,15 mg/l	0,03
	Cuivre (exprimé en Cu)		0,5 mg/l	0,12
	Plomb (exprimé en Pb)		0,5 mg/l	0,12
	Nickel (exprimé en Ni)		0,3 mg/l	0,1
	Mercure (exprimé en Hg)		5 µg/l	0,001
	Zinc (exprimé en Zn)	NF EN ISO 11885, NF EN ISO 17294-2 ou NF EN ISO 15586	2 mg/l	0,5
	Azote total	NF EN 12260, NF EN ISO 11905-1	30 mg/l	7,41
	Phosphore total	EN ISO 15681-1 et 2, EN ISO 6878, EN ISO 11885	10 mg/l	2,47
	DBO5		100 mg/l	24,7
	DCO		125 mg/l	30,87

Constats :

Des analyses sur les rejets des eaux pluviales sont réalisées tous les 6 mois dans l'installation, périodiquement en janvier et juillet de chaque année.

Les dernières analyses réalisées par le laboratoire Ianesco le 20 janvier 2025 et complétées le 4 mars 2025 ne font apparaître aucun dépassement sur les valeurs limites des paramètres contrôlés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2017, article 10.2.4		
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines		
Prescription contrôlée :		
N° du piézomètre	Profondeur	Paramètres recherchés
PZ1	15 m	HCT, BTEX et HAP, COHV (composés organiques halogénés volatils) et glycol, ETM (éléments traces métalliques)
PZ2	15 m	
PZ3	20 m	
Constats :		
<p>Comme pour les rejets sur les eaux pluviales, des analyses sur les eaux souterraines sont réalisées tous les 6 mois dans l'installation, périodiquement en janvier et juillet de chaque année.</p> <p>Les dernières analyses réalisées par Ianesco le 31 janvier 2024, 11 juillet 2024 et 21 janvier 2025 ne font apparaître aucun dépassement sur les valeurs limites des paramètres contrôlés.</p>		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 7 : Entreposage des emballages vides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2024, article 3.3	
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des emballages vides	
Prescription contrôlée :	
<p>À l'article n°8.2.1 de l'arrêté préfectoral n°17-0753 du 24 avril 2017, modifié par l'arrêté du 26 mars 2021, sont ajoutés les alinéas suivants :</p> <p>« La hauteur d'entreposage des contenants vides dans le hall de 300 m² est limitée à 3,5 m. La hauteur d'entreposage des contenants vides plastiques et métalliques sous l'auvent est limitée à 4,3 m. »</p>	
Constats :	
<p>Le hall de stockage de 300 m² n'a pas été mis en place.</p> <p>Les contenants vides plastiques et métalliques atteignent une hauteur maximale de 3m sous l'auvent le jour de l'inspection.</p> <p>L'inspection constate également le stockage d'emballages métalliques et plastiques neufs vides dans les bâtiments situés au nord de l'emprise actuelle du site et faisant l'objet du projet d'extension.</p> <p>Ces activités ne sont pas encadrées par l'arrêté préfectoral en vigueur du site.</p> <p>Ces stockages sont susceptibles de relever d'une rubrique de la nomenclature des installations classées et doivent être portés à la connaissance de l'inspection dans le cadre de la modification des installations.</p>	

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
=> L'exploitant informe la préfecture et l'inspection des installations classées de la modification de ses installations au travers d'un dossier de porter à connaissance dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2017, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant envisage les modifications suivantes sur son site et prévoit le dépôt d'un dossier de porter à connaissance dès la finalisation de la phase d'acquisition foncière :</p> <p>1/ rupture de traçabilité des déchets Déjà demandée dans le dossier de porter à connaissance déposé en 2023, la rupture de traçabilité demandée concerne des déchets solides tels que filtres, DEEE, solvants, aérosols, pâteux, lampes, néons, piles. L'exploitant indique que le regroupement et le mélange de ces déchets de petite taille ne permettent plus une restitution au producteur de son déchet dans son état initial. De plus, le contrat de l'exploitant avec Ecosystem prévoit un article spécifique à la rupture de traçabilité. Sans cette rupture de traçabilité, l'exploitant ne peut pas signer l'accord avec l'éco-organisme.</p> <p>2/ stockage de combustibles Actuellement, la quantité de combustibles stockés sur l'installation est limitée à 100 kg, correspondant à 5 bidons. Il en arrive régulièrement davantage mais ils ne peuvent pas être réceptionnés sur le site du fait de la quantité autorisée limitée et ce surplus est donc expédié vers d'autres sites (celui de Jaunay-Marigny par exemple). Les quantités de stockage seraient donc modifiées au travers d'un nouveau tableau à transmettre avec les informations minimales suivantes : nature du déchet (le plus détaillé possible pour correspondre aux termes utilisés en interne), quantités maximales présentes sur le site, type de conditionnement, zone de stockage.</p> <p>3/ extension de l'emprise du site Une extension de la surface de l'emprise des installations est en cours de finalisation en terme d'achat et de procédures foncières, pour une surface complémentaire total de l'ordre de 10 000 m². Cette nouvelle surface regroupe des bâtiments existants qui permettraient le stockage des emballages neufs et déchets non dangereux. Les espaces extérieurs permettraient le stationnement des poids lourds, le stockage de bennes et la création d'un bassin complémentaire</p>

de confinement des eaux pour la nouvelle partie « haute » de l'installation.
Les déchets dangereux seraient toujours stockés en partie basse de l'installation comme actuellement.

4/ modification des activités

les modifications évoquées précédemment n'auront aucune incidence sur les quantités et les régimes actuellement autorisés pour chaque rubrique ICPE exercée du site.

Compte-tenu de la non mise en place de l'activité de déchiquetage des emballages vides souillés, les rubriques 2790 et 2791 feront l'objet d'une suppression dans l'arrêt préfectoral. Ce point sera précisé dans le dossier de porter à connaissance.

L'exploitant devra également mentionner d'éventuelles nouvelles rubriques ainsi que le régime associé concernant le stockage d'emballages vides souillés ou neufs dans les nouveaux bâtiments à acquérir.

Le respect des prescriptions ministérielles relatives à ces rubriques devra être démontré.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> L'exploitant informe la préfecture et l'inspection des installations classées de la modification de ses installations au travers d'un dossier de porter à connaissance dans les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois